

«L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.»

# La Commune

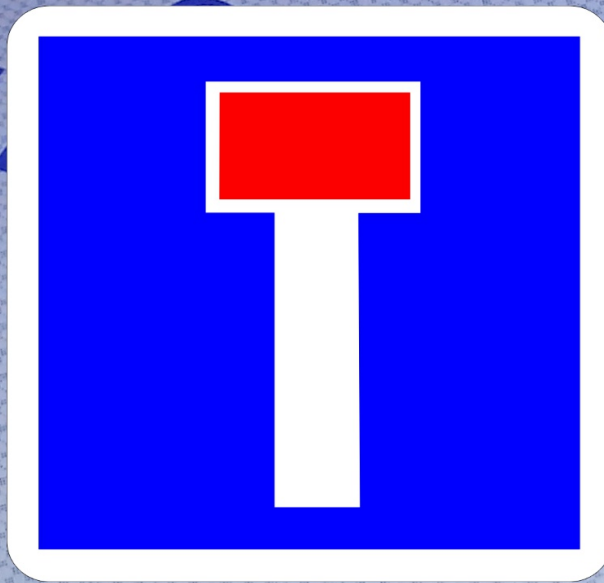
n° 112

Mensuel de l'organisation *La Commune - Pour un Parti des Travailleurs*  
membre du courant international *Mouvement socialiste des travailleurs (IVe Internationale)*

Décembre 2016

2,50 €

# ÉLECTIONS



# SANS ISSUE

**Hommage à Malik Oussekiné** lire p. 4

**Dossier du mois: Mélenchon** lire pp. 6 - 7

**Referendum en Italie** lire p. 10

## Éditorial

# L'onde de choc

La roue tourne, de plus en plus vite. En l'espace de dix jours, trois hommes-clés du Régime en place ont été délogés : Sarkozy puis Juppé puis Hollande. Aussitôt, un nouveau gouvernement se met en place, condamné à expédier les affaires courantes en attendant « la relève ».

Au même moment, les annonces brutales de Fillon ont électrisé l'atmosphère. Ces déclarations de guerre contre les salariés et leurs familles sont pourtant dans le droit-fil des réformes et mesures prises par les gouvernements Ayrault et Valls, sous le règne de Hollande.

De renoncements froidement programmés en renoncements de plus en plus réactionnaires, Hollande a fini par renoncer à lui-même.

L'onde de choc du printemps dernier contre la loi El Khomri l'a achevé, raflant Sarkozy et Juppé au passage. Cette onde de choc a également poussé la droite à montrer les crocs, au moyen de déclarations fracassantes.

Dans ce registre-là, l'arrogance d'un Fillon est le masque de l'effroi qui saisit les classes dirigeantes. Plus question de prendre des gants, plus question d'en appeler à l'Unité nationale, il faut promettre le « traitement de choc » sans protocole, sans joutes parlementaires : « *Combattre, combattre et quand on ne peut pas combattre, bluffer, bluffer* »<sup>1</sup>. Pour l'heure, nous sommes aux prises avec l'arsenal de lois, décrets et mesures de Hollande-Ayrault-Valls qui tuent l'Assurance maladie, qui asphyxient les hôpitaux, qui généralisent la précarité du travail (ce dont témoigne, entre autre, la brusque augmentation des CDD de moins d'un mois).

Au moment où pleuvent les peines de prison contre les syndicalistes et les manifestants du printemps

dernier, le Parlement vote la « réhabilitation des Communards » de 1871. Eh bien, non, les Communards n'ont pas besoin d'être réhabilités, et surtout pas par cette gauche versaillaise ! Leur histoire rejette le « récit national » des Fillon, Valls, Mélenchon et tous ceux qui « *tricolorent* »<sup>2</sup>(selon l'expression de Prévert).

Tous ces histrions, candidats et pré-candidats, se placent dans les créneaux du « marché des élections » pour y prendre « leur part du gâteau », toute honte bue. Loin de leurs déballages publics, de leurs « confidences » et états d'âmes, les grèves, les manifestations se développent et réservent aux puissants la vraie « surprise ». Les aspirations des gens sont simples : un vrai travail, un vrai salaire, un vrai toit pour tous ! Ces exigences ô combien vitales se dressent contre tous les programmes, les slogans publicitaires de ceux qui se pressent sur la scène électorale pathétique. Ces exigences-clés se dressent contre les « réformes », contre le régime en place et contre l'Union européenne. Ces aspirations se mêlent à la révolte et à la colère des masses contre tout ce qui se passe.

Sarko, Juppé et Hollande ont sauté, alors, qu'ils s'en aillent tous et qu'il n'en reste aucun.

07-12-2016

1. Victor Hugo – 1793  
2. Jacques Prévert - « Tentative de description d'un dîner de têtes à Paris-France »

## SOMMAIRE

	Pages
• Editorial.....	2
• Chronique d'une chute de régime..	3
• Hommage à Malik Oussekin.....	4
• Pour Pedro.....	5
• Dossier du mois: Mélenchon.....	6
• Argentine.....	8
• Etat espagnol.....	9
• Italie.....	10
• Pays basque.....	11
• Hommage à B. Durruti.....	12
• Le stalinisme (III).....	13
• Bloc_notes.....	14

## ABONNEMENT

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

Code postal, ville : .....

Onze numéros : 26 €

Abonnement de soutien : 40 € ou plus

Chèques à l'ordre de : **ADIDO**

A retourner avec le présent bulletin (ou copie) à :

**ADIDO**  
8, rue de la Forêt Noire  
34 080 MONTPELLIER



## Chronique d'une chute de régime

# Scènes de débâcle en France

**Sommes-nous revenus au temps des Misérables de Victor Hugo ou de Sans Famille d'Hector Malot ? Lundi 21 novembre 2016, le tribunal correctionnel de Toulouse, a condamné un homme de 22 ans à trois mois de prison ferme après le vol d'une bûche de fromage de chèvre. Déjà, en mai, un SDF de 18 ans avait été condamné pour avoir volé des pâtes, au domicile d'une personne à Figeac (Lot)<sup>1</sup>. Ces hommes avaient tout simplement le ventre vide. Cela se passe en France, sous le règne finissant d'un président déchu avant terme.**

Il règne, dans ce pays, comme une atmosphère de Restauration. Tous les signes des temps deviennent des signes d'explosion. La justice en est réduite à punir de simples actes de survie, de simples actes syndicaux, de simples manifestants. Sans ciller, le nouveau premier ministre, simple président d'un conseil d'administration temporaire, peut déclarer qu'il n'y aura aucune augmentation du SMIC en 2017. Et ce conseil d'administration, tout en expédiant les affaires courantes, annonce que l'état d'urgence sera prolongé jusqu'au 15 juillet 2017. Ces gens-là, décideurs d'aujourd'hui ou hommes de la relève, demain, tireront donc sur la corde jusqu'à ce qu'elle lâche.

### La machinerie électorale

Les conséquences politiques de ces actes sont considérables : Sarkozy, Juppé puis Hollande sont d'ores et déjà déchus. La *Belle alliance populaire* annonce déjà la mort du *PS* et la *France Insoumise* préfigure celle du *PCF* dont la colonne vertébrale est brisée.

La *Belle alliance populaire*, inventée par le sieur Cambadélis, devait fondre en un seul « mouvement », le *PS*, le groupuscule « radical de gauche » et les *Verts* « gouvernementaux ». De fait, les « radicaux de gauche » s'en sont déjà détachés en annonçant la candidature de Sylvia Pinel aux présidentielles. Quant à Macron, il s'est éclipsé du gouvernement en septembre et a mis en route son écurie *En marche*.

Toute la machinerie électorale s'est déréglée. Le gouvernement Hollande-Valls s'est brisé sur le mur de la résistance à la loi Travail. Cette loi à laquelle ce gouvernement tenait plus qu'à la prunelle de ses yeux. Les conditions désastreuses qui ont présidé à l'adoption de cette loi a conduit à un bras de fer entre le chef de l'État et son premier ministre. Et, pour la première fois dans la vie de la V<sup>e</sup> République, le président en exercice ne briguera pas un nouveau mandat. Il devient ainsi une sorte de président par intérim, nanti d'un nouveau premier mi-



nistre chargé d'expédier les affaires courantes avant « la relève ».

### Des cliques et des claques

Quant à la pré-sélection de Fillon, elle n'était pas prévue au programme. Face à Sarkozy, Juppé incarnait l'union nationale, le consensus au sommet avec tout ou partie des restes de « la gauche » comme moyen de pousser les feux des réformes. Par médias interposés, les cercles dirigeants du capital financier misaient sur ce cheval de retour. La déchéance accélérée de Sarkozy, rattrapé à grande vitesse par les affaires, a donné prise à « l'ascension » rapide de Fillon. Et celui-là a promis d'en découdre en frappant vite et fort pour briser d'un coup sec et une bonne fois pour toutes qu'il est convenu d'appeler le modèle social, quitte à passer sur le corps des syndicats. Quel est la part de volonté politique ? Quelle est la part de bluff ? Nous verrons bien. Bien des commentateurs considèrent que la crise du clan *Les républicains* est circonscrite. Elle entre, au contraire, dans une nouvelle phase. Tout d'abord, élu grâce au désistement de Sarkozy, il doit composer avec sa clique. Écartant de son staff les soutiens de Juppé, ceux-ci risquent de se laisser dériver vers une candidature de la droite centriste ou vers Macron. *LR* sera désormais plus tiraillé que jamais entre le « centre-droit » et le *FN*. Fillon devra sans cesse tenter de rétablir un semblant d'équilibre

au sein de sa formation politique.

### Le front du refus

Les événements du printemps dernier leur inspire à tous une peur rétrospective, en ceci que les directions syndicales *CGT* et *FO* ont eu toutes les peines à contenir cette poussée des masses, tout comme elles peinent aujourd'hui à contenir les grèves qui éclatent en ce moment dans des sites *SNCF*, dans des secteurs de la *Poste*, dans des hôpitaux. Ce front du refus pour défaire la loi El Khomri a empêché les chefs confédéraux *CGT* et *FO* de négocier les contours et les annexes de cette loi scélérate.

Les histrions, pré-candidats ou candidats croient tenir le devant de la scène. Certains, comme Macron multiplie les déclarations obscènes contre les conditions de travail et de vie. D'autres se dévoilent chaque jour un peu plus comme des bonimenteurs soudainement « anti-système ». Dans leur masse, les gens considèrent leur farce électorale d'un regard tout à la fois goguenard et révolté. Ils n'attendent pas le verdict faussé des urnes pour se regrouper et se défendre, avec leurs syndicats.

Daniel Petri,  
10-12-2016

1. [http://www.normandie-actu.fr/homme-condamne-prison-ferme-pour-avoir-vole-fromage-porce-que-faim-toulouse\\_243850/](http://www.normandie-actu.fr/homme-condamne-prison-ferme-pour-avoir-vole-fromage-porce-que-faim-toulouse_243850/)

## Hommage à Malik Oussekine

# Retour sur un crime policier de l'État

**Il est minuit, ce 6 décembre 1986. La police traque de présumés « casseurs » étudiants mobilisés contre la réforme des universités. Malik vient de sortir d'une boîte de Jazz. Des voltigeurs (flics en moto) décident de le prendre en chasse. Le jeune homme parvient à se réfugier dans le hall d'un immeuble. Les voltigeurs se précipitent sur lui et le matraquent à mort. Pris en charge par le SAMU, son décès est officiellement constaté à 3 heures 20. Il avait 22 ans.**

Quelques heures plus tôt, Abdel Benyahia, un Algérien de 20 ans avait été tué par un inspecteur de Police ivre dans un café. Au même moment, la police avait évacué la Sorbonne occupée.

Dans cette atmosphère tendue, l'annonce de la mort de ce jeune homme paisible, entraîna, l'après-midi même des manifestations spontanées. 30 000 personnes se rassemblèrent devant l'Hôtel de Ville à Paris. Jeunes, salariés et chômeurs.

### « Je l'empêcherais de faire le con »

Robert Pandraud, ministre délégué à la sécurité déclare alors, la bave aux lèvres : « La mort d'un jeune homme est toujours regrettable, mais je suis père de famille, et si j'avais un fils sous dialyse, je l'empêcherais de faire le con dans la nuit (...). Malik n'a jamais pu passer son bachot. Il est allé à l'école de tous les ratés de la bourgeoisie. Ce n'était pas le héros des étudiants français qu'on a dit. »<sup>1</sup>

Le ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, se tait. Deux jours plus tard, Chirac, premier ministre, annonce le retrait du projet de réforme des universités. Le 10 décembre, plus de 600 000 personnes manifestent pour Malik. Dans la foulée, une grève spontanée éclate à la SNCF et prend pour cible un projet de refonte de la grille des salaires supprimant les échelons d'ancienneté au profit de l'avancement au mérite. Cette grève durera plusieurs semaines.

### Comment Pasqua s'est défaussé

Il faudra attendre 2007 pour que Pasqua revienne sur ce crime policier : « A 1h30, le membre du cabinet assurant la permanence de nuit me transmet un appel téléphonique. C'est le drame. Un drame affreux. Le peloton des voltigeurs motocyclistes est intervenu contre les casseurs boulevard Saint Germain à la fin de la manifestation, après l'évacuati-

on de la Sorbonne. Certains de ses éléments ont suivi un jeune homme qui s'enfuyait, disent-ils, rue Monsieur Le Prince, et l'ont roué de coups. Malik Oussekine, étudiant français d'origine algérienne, malade et sous dialyse, frappé par des membres de la police devait décéder malgré l'intervention rapide des services de secours ».

20 ans plus tard, il voue son collègue Pandraud aux gémonies : « J'avais demandé à Robert Pandraud de répondre aux sollicitations de la presse, il allait se surpasser (...). Sa déclaration est indécente et résonne comme une insulte ». Ici, Pasqua s'octroie le beau rôle à peu de frais. Il s'était tout simplement dérobé, laissant son acolyte se dépatouiller avec les journalistes face au « drame affreux ». 20 ans plus tard, Pasqua se déclarait donc « profondément touché car rien ne peut justifier la mort d'un jeune homme », Pasqua « pensait à sa famille, au désespoir de ses parents, à leur infinie tristesse ». Ce qui ne l'empêcha nullement de se rendre, le lendemain, à un grand meeting : « Le hasard a fait que les assises nationales de la jeunesse du RPR, prévues de longue date, se tiennent au lendemain de ses événements tragiques. Trente mille jeunes me manifestèrent leur soutien et leur sympathie, ainsi qu'à Jacques Chirac »<sup>2</sup>. A vomir !

### Matraques lourdes, peines légères

Quant aux auteurs des coups terribles et mortels, ils seront jugés 4 ans plus tard pour « coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner ». Ils sont condamnés le 27 janvier 1990 à deux et cinq ans de prison avec sursis. En interne, l'un écope du niveau de sanction le plus sévère, sanction du quatrième groupe, soit la mise en retraite d'office. L'autre est sanctionné par un déplacement d'office. Ces deux criminels n'ont pas fait un seul jour de prison. L'un des deux nervis court toujours dans une unité de Police et, qui sait, plaide-t-il aujourd'hui pour la présomption de légitime



défense en faveur des policiers les plus violents.

### Violence policière de l'État

30 ans après, la violence policière de l'État a fait rage tout au long du printemps dernier. Les manifestants arrêtés et immédiatement jugés ont subi ou subissent encore des peines de prison ferme. Le régime de la V<sup>e</sup> République, on le sait, n'est pas une république démocratique. Il porte en lui une dictature militaro-policrière dont l'état d'urgence est le premier palier. Aujourd'hui, Malik aurait 52 ans, si, un soir, en rentrant chez lui sur le coup de minuit, il n'avait pas fait une rencontre fatale avec des forces de l'ordre. Mais de quel ordre ? Celui d'une machine faite pour maintenir le peuple dans l'obéissance. Celui du vieux monde dans tous ses états. Un ordre qui ne pourra empêcher le rassemblement au grand jour de tous les exploités et les opprimés pour une société fraternelle qui garantira la vie.

Antonin Fuchs,  
09-12-2016

1. [http://www.lemonde.fr/disparitions/...](http://www.lemonde.fr/disparitions/)  
2. Charles Pasqua « Ce que je sais ». Tome 1. Pages 200/202. Editions du Seuil- mai 2007.



## Pour Pedro : De l'OCI à La Commune, première partie

# Retour sur une expulsion bureaucratique

Dans notre dernier numéro, nous avons évoqué la vie militante de notre camarade Pedro Carrasquedo (1951-2015), fondateur de notre journal et de notre organisation. A cette occasion, nous avons rappelé qu'il fut pendant près de 25 ans permanent de l'OCI (devenue PCI puis CCI), journaliste d'Informations ouvrières (fondé par Pierre Lambert). Jusqu'à son expulsion de ce parti, en mai 1992. Une expulsion qui coïncida avec l'arrestation de Pedro et de sa femme, puis son inculpation pour avoir hébergé des militants indépendantistes basques. En voici les prémices.

C'est en 1967 que Pedro, encore très jeune, rejoint l'Organisation Communiste Internationaliste, au lycée Voltaire à Paris XX<sup>e</sup>. Sept ans plus tard, il devient permanent de ce parti qui est alors très prometteur. Il est chargé des liens avec les militants espagnols et basques, plongés dans la clandestinité. Plus tard, il devient responsable de l'unité départementale des Yvelines, puis membre du Comité central de l'OCI. Nous ne reviendrons pas ici sur les différentes activités qu'il a menées alors<sup>1</sup>. Pedro se définit lui-même comme un soldat de son parti, lequel incarne le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale auquel il est attaché.

Fortement et inconditionnellement discipliné, il se montre en même temps attentif à tout ce qui se passe, à ce qui va et ce qui ne va pas dans le parti.

### « Stagnation à la baisse »

En 1981, l'OCI devient PCI et en 1985, le PCI impulse un mouvement plus large : le Mouvement pour un parti des travailleurs. En effet, il apparaissait clairement alors aux yeux de millions de travailleurs que le PCF et le PS avaient trahi leurs aspirations et tourné le dos à la défense de leurs intérêts vitaux. La nécessité d'un nouveau parti ouvrier commençait à être ressentie comme un besoin, notamment parmi les militants du PCF et du PS, parmi les syndicalistes. Quatre ans plus tard, le MPPT apparaît cependant comme une seconde édition à peine augmentée du PCI. Les effectifs du PCI baissent (Lambert emploiera alors la formule « stagnation à la baisse » pour tenter de relativiser ce phénomène). À ce moment-là, décision est prise de mener campagne pour l'interdiction du travail précaire. Cette bataille accroche : le mot d'ordre est simple et clair, il est populaire. Des comités pour l'interdiction du travail précaire prennent corps. Il s'en suit une manifestation nationale du MPPT à Paris qui sera un véritable succès. Hélas, dès le lendemain, les dirigeants du PCI font

sonner « la fin de la récréation ». Beaucoup de militants restent alors sur leur faim. Et, parmi eux, Pedro.

### La reconstruction du « travail jeune »

Certes, en 1986, un coup a été porté au PCI, avec le brusque départ de son jeune dirigeant Cambadélis au PS, entraînant avec lui 400 militants, étudiants pour la plupart (il leur faussera compagnie ensuite pour devenir un cacique du PS). Tout le « travail jeune » est à reconstruire. Un an plus tard, le PCI impulse une organisation de jeunesse : l'AJR-pour le socialisme. Cette organisation va peu à peu s'implanter dans les universités, y trouver droit de cité et capacité d'initiative.

En 1990-1991, le PCI va jouer un rôle décisif dans les mobilisations contre la guerre du Golfe, au travers du Serment du 7 décembre pour une paix juste et durable signé par de nombreuses personnalités, au premier rang desquels Maître Denis Langlois, mais aussi, pour le PCF, Maxime Gremetz. Pour la première fois, le PCF et le PCI sont engagés dans une action commune. Pourtant, là encore, de cet élan il ne sortira rien. La « stagnation à la baisse » continue.

### Face à l'auto-proclamation et ses suites

C'est à ce moment-là qu'est décidée la proclamation du Parti des travailleurs dont le PCI deviendrait un « courant ». Dans le même ordre d'idée, décision est prise de dissoudre l'AJR au profit de regroupements de type « paroles de jeunes ». Le combat pour l'organisation révolutionnaire de la jeunesse qui avait marqué toute la croissance de l'OCI est reléguée au musée des « enseignements de notre histoire ». Le caractère bureaucratique de ces mesures est visible comme le nez au milieu de la figure.



Quatre membres du Comité central du PCI (Pedro Carrasquedo, Jean-Paul Cros, Antonio Guzman et Alexis Corbières) préparent alors un texte de critique ferme et résolu de ces dispositions et du caractère d'auto-proclamation d'un parti des travailleurs... Sans travailleurs (hormis les militants ouvriers trotskystes). Ils interviennent contre la dissolution de l'AJR. Ils sont mis en minorité au Comité central.

### Vers l'expulsion

Dans le Val de Marne, les jeunes militants du PCI ne veulent pas se laisser déposséder de leur organisation de jeunesse et décident de maintenir le bulletin *L'étincelle* de l'AJR 94. Ce prétexte est aussitôt saisi par Lambert et Gluckstein pour jeter dehors les dissidents, au nom du centralisme démocratique transformé ici en une norme desséchée et « formalisée ». Pedro et ses camarades vont rapidement connaître le sort de nombre d'anciens militants valeureux : Balasz Nagy (dit Varga), Stéphane Just, Pierre Broué, Langevin, exclus du parti de Lambert, calomniés, traités en renégats.

( À suivre)

Daniel Petri,  
07-12-2016

1. Voir nos articles : *La Commune* n° 100 ; *Pedro Carrasquedo (1951-2015) : un dirigeant ouvrier authentique* (LC n° 111)

2. <http://denis-langlois.fr/Appel-des-75-contre-la-guerre-du>

## Postures et impostures

# Mélenchon, un cheval de Troie

**Depuis le 5 mars 2016, Mélenchon est candidat. Il s'est auto-désigné, auto-tiré au sort. Puis, il a créé un mouvement, « La France insoumise ». Ni un parti, ni un cartel mais un rassemblement autour de lui, dans un mélange de posture et d'imposture et grâce à une importante couverture médiatique. Il dit ce qu'il veut, quand il veut, en dehors de tout contrôle collectif. Simple question de forme ? La forme, dit-on, caractérise le contenu des choses. Et, le contenu est à l'avenant.**

**N**ous ne nous en cachons pas : nous sommes depuis fort longtemps anti-Mélenchon. Dans le Mélenchon, rien n'est bon. En ce sens, notre intervention contre Mélenchon n'est pas une intervention dans la campagne présidentielle en tant que telle, mais une intervention contre sa politique qui, comme l'a noté un ancien militant du Parti de gauche, est **en rupture avec le mouvement ouvrier et ses principes élémentaires, y compris sur le terrain de la démocratie la plus formelle.**

### Le tribun, d'abord !

Qu'il puisse faire illusion est une autre affaire. Tsipras et Iglesias aussi ont fait illusion. Avec le résultat que l'on sait. Chez Mélenchon, tout est dans la formulation délibérément équivoque, pouvant donc donner prise aux interprétations les plus contradictoires et ainsi sceller un malentendu. Marine Le Pen, dans le registre qui est le sien, sait aussi en jouer.

### Sortir des traités européens

Que veut dire, par exemple, sortir des traités européens ? La droite primaire a son idée là-dessus : cela veut dire pour elle, de nouveaux traités. Mais, du côté de Mélenchon, c'est une énigme. En effet, sortir des traités ne veut pas dire sortir de l'Union européenne et encore moins, rompre avec l'Union européenne, ses institutions et directives. Dans la même veine, Mélenchon, paraphrasant une phrase particulièrement glauque, s'est exclamé : « *L'Europe, on la change ou on la quitte* ». Il entretient volontairement la confusion entre le continent européen et l'Union européenne. Ce faisant, il nourrit l'illusion que l'on pourrait changer l'UE. Autant demander à la vache stérile de donner du lait ! L'Union européenne est un vaste consortium, c'est l'Union Européenne des capitalistes et des banquiers et on ne voit pas par quelle alchimie ce vil plomb pourrait être changé en or. C'est de ce type d'illusionnisme que s'est nourri Tsipras.



Ah mais, Mélenchon est plus fort que tous les indignés. Il n'est pas seulement indigné, il est carrément insoumis. Tellement insoumis qu'il demande que l'on se soumette à lui. En fait, Mélenchon a les couleurs de l'insoumission, le goût de l'insoumission mais son combat n'est en rien celui de l'insoumission.

Cet histrion produit ainsi sa propre légende, son propre mythe, jamais mieux servi que par lui-même. L'histoire, une nouvelle fois, repasse les plats. Comme le notait Marx, elle se répète, la première fois sous forme de tragédie, la seconde sous forme de farce : *La France insoumise* pour La France Libre créée par de Gaulle en 1940. « Ère du peuple » autour de *JLM2017* pour « Rassemblement du peuple français » autour du « Général » (1947-1953) Mélenchon, rompu à l'art de faire passer sa camelote en contrebande, recycle le gaullisme en douce.

### La négation des partis politiques : une vieille rengaine gailliste

Que les choses soient claires : la négation des partis politiques, en tant que tels, a quelque chose de viscéralement antidémocratique. Cette négation des partis en général et par principe n'a strictement

rien à voir avec l'aversion des gens à l'égard des partis actuels. Les partis actuels ont lié leur sort, librement et volontairement avec le vieux régime de la V<sup>e</sup> République. Un régime dont Mélenchon est un pur produit, soulignons-le.

L'existence de partis politiques permet à la lutte politique de se donner libre court. Vouloir plier des partis aux exigences d'un seul, placé « au-dessus d'eux », c'est remettre en cause un principe démocratique élémentaire : le principe du pluralisme.

À cette étape, la France Insoumise se charge de soumettre le *Parti de gauche* et le *PCF*. Pendant que la Belle alliance populaire de Cambadélis s'occupe de liquider le *PS* (sous couvert de le « dépasser »).

### Le marché des élections

Il est peu probable que Mélenchon pense être élu en mai prochain. Pour reprendre l'expression de Montebourg, son frère siamois, JLM veut prendre des parts sur « le marché des élections » et devenir le chef de l'opposition, à l'instar de Mitterrand en 1965. Or, sans les médias, JLM ne pouvait s'imposer. Celui-ci met donc en scène sa « France libre » à lui, comme un couvercle sur le mouvement ouvrier et démocratique, l'embrasser pour l'étouffer.



## Postures et impostures

### « Esclaves et nigauds »

Mélenchon représente un danger sournois, pernicious qui impose, par touche successives, un discours des plus réactionnaires : contre les travailleurs détachés, contre la liberté d'installation des étrangers, contre les femmes voilées, pour « l'extrême-république » en matière de sécurité (légitimant ainsi l'état d'urgence, en douce), pour l'apprentissage en entreprise et ainsi de suite... Quitte à se répandre en dénégations ensuite, pour mieux reprendre de plus belle sa liturgie chauvine et viscéralement xénophobe. Sans oublier ses bouffées de haine face aux « bonnets rouges », salariés et petits patrons, qui manifestaient contre l'écotaxe et les licenciements (il les traita « d'esclaves et de nigauds »).

### Le laboratoire mélenchonien de Grenoble

Mieux que les mots, les actes. Mélenchon soutient la municipalité de Grenoble tenue par les élus *EELV* et *PG*. Cette municipalité a en effet décidé de liquider des bibliothèques et centres de soins de proximité afin de supprimer 150 emplois d'agents de la Ville. De quoi satisfaire Fillon ! Lorsque les agents ont manifesté avec leur Intersyndicale *CGT-FO-SUD*, cette municipalité « insoumise et verte » a fait donner la police. De quoi satisfaire Cazeneuve !

Quant aux nombreux militants du *PG*, mécontents de ces mesures, ils ont été mis sous tutelle par la direction nationale du *PG*.

### Une « Constituante » anti-démocratique

La supercherie se révèle plus nettement encore dans cette affaire de VI<sup>e</sup> République et de Constituante. De prime abord, nous sommes tentés de croire que, lui, président, la constitution de la V<sup>e</sup> République sera abrogée, qu'une assemblée constituante sera élue au suffrage universel. On se dit : peut-être commencera-t-il par un référendum pour le maintien de la cinquième ou pour une nouvelle république. Eh bien, non. La Constituante mélenchonienne cohabitera avec l'Assemblée nationale, le Sénat et tous le fatras de la « vieille république ». Et, elle ne sera pas élue mais ses membres seront « tirés au sort ». Une assemblée chargée d'élaborer un en-

semble de lois inabrogeables, ne pouvant être contredites par aucune autre loi, serait le fruit d'un tirage au sort ! Rien n'est plus antidémocratique. Cette assemblée n'ayant aucune légitimité, tirée au sort sur des critères énigmatiques, n'aura donc pas plus de poids qu'une commission des sages. Moralité : la Constituante de JLM, c'est du pipeau !

### De la mauvaise politique-fiction

En réalité, JLM a en vue une simple réforme constitutionnelle introduisant les referendums révocatoires, qui sont la nouvelle appellation contrôlée des plébiscites. Plus préoccupant encore, l'idée de votations populaires sur les questions qui relèvent des négociations entre les syndicats et les employeurs, c'est à dire, sur des questions qui concernent exclusivement les salariés (chômeurs compris) voire les étudiants, en tant que travailleurs en formation. Sur ces questions, se prononceraient donc les agriculteurs, les rentiers, les ecclésiastiques, les militaires, les huissiers, les buralistes, les avocats, les traders et toute une foule bigarrée, hétéroclite. Façon de fondre la classe ouvrière dans le peuple ! Tout en sachant qu'une partie importante des salariés, qui n'ont pas la nationalité française, seraient exclus de ce type de votation. En Suisse, cette « démocratuille » a fait des ravages sociaux considérables, rendant impossible la semaine de 40 heures ou des jours de congés supplémentaires selon le principe « vox populi, vox dei ».

### Se soumettre à « La France insoumise » ?

Heureusement, toutes ces constructions ne sont que politique-fiction. Ce qui l'est moins, c'est cette tentative de faire main basse sur le mouvement ouvrier, de l'enchaîner au char de la France Insoumise et de la « nation française », avec son « récit national » et tout le saint frusquin. JLM pense qu'il pourra, sur les débris du *PS* et du *PCF*, soumettre les travailleurs et leurs organisations à sa France Insoumise et ...

néo-gaulliste.

Dans les périodes orageuses, les illusions sont des feux de paille dont les masses s'émancipent par élimination successive. La population travailleuse n'a pas besoin de tribuns, elle apprend à compter d'abord sur ses propres forces et cherche l'issue dans l'action autour de ses revendications vitales.

Mélenchon est la dernière invention retorse du vieux monde, pur produit du système politique qui sévit en France, faisant face à des journalistes patentés qui se laissent complaisamment rabrouer par ce bonimenteur. Devant les médias, Mélenchon joue sans cesse les offensés, s'offusquant au lieu de s'indigner. Et ensuite, il se met au garde à vous devant les forces de l'ordre et les forces armées. Lui et « la France insoumise » sont un cheval de Troie dans le mouvement ouvrier et démocratique. Mélenchon ? Pas en notre nom !

Daniel Petri et Wladimir Susanj,  
04-12-2016

*Dans nos prochains numéros, nous reviendrons sur le programme économique et social, la « transition écologique » et la politique étrangère de Mélenchon.*



## Argentine

# Vers un nouveau front socialiste pour l'indépendance ouvrière

**Ceux qui ont essayé d'enterrer les enseignements de la rébellion populaire de 2001 n'ont pas complètement réussi à normaliser l'Argentine. Ils n'ont pas pu éliminer les séquelles de l'Argentinazo. L'instabilité politique et la mobilisation sociale ont été au centre de la vie sociale en Argentine tout au long de ces dernières années. Le nouveau Front de Gauche et Socialiste est l'héritier de ce combat. Ce nouveau Front a été initié par le MST et le MAS argentins.**

**M**acri applique une politique « de libre marché et une ouverture au monde », qui signifie : austérité antisociale et anti-populaire... Macri assume une politique contre l'emploi et les salaires. Il a préparé la privatisation de l'Éducation et de la Santé. Il se positionne contre les droits des femmes, CONTRE les minorités et la jeunesse.

### La CGT et l'Église, soutien de premier ordre au gouvernement

Macri a réussi à ressouder la bourgeoisie, le patronat et l'impérialisme autour de lui. Il a permis à l'Église catholique et à la bureaucratie de la CGT de se positionner en soutien de premier ordre au gouvernement. Même unifiée, la CGT s'est éloignée des besoins de la classe ouvrière. Elle a tourné le dos à la grève générale et a signé un accord honteux, dans la cadre de la table ronde, qui place le salaire moyen 10 % en dessous de celui de 2015 (la plus grande chute salariale depuis 2002) et a permis 120 000 licenciements en un an.

### Le développement des luttes et le nouveau Front

Cependant, en bas, les luttes se développent sous l'impulsion et l'appui concret des forces qui composent le nouveau Front.

Le rapport de force n'a pas été modifié malgré les cas de répression pendant les grèves dans les provinces de l'intérieur (dont la Terre du Feu), mais le protocole anti-protestation du gouvernement n'a pu être appliqué.

En 2016, un grand nombre de grèves et de mobilisations se sont déclenchées contre les baisses de salaires. À la base, une nouvelle génération ouvrière fait sa propre expérience dans les usines. Le développement d'un processus de re-composition ouvrière se combine avec un fort mouvement anti-bureaucratique.

Des grèves et des occupations d'usine se sont déclarées dans plusieurs secteurs professionnels à l'échelle nationale. Elles sont initiées par la base de manière indépendante. Le nouveau front revendique comme méthode historique d'expression de la lutte, la grève et l'occupation, à l'instar du combat des ouvriers mécaniciens de chez *GESTAMP*.

En même temps, des dizaines de milliers de personnes pauvres ont manifesté le 18 novembre 2016 devant le Parlement pour demander la promulgation d'une loi d'urgence sociale.

### Avec le mouvement des femmes

Par ailleurs, le mouvement des femmes a franchi un nouveau pas en organisant une manifestation historique pour la condamnation des féminicides, avec une mobilisation monstre sur la Place de Mai à Buenos Aires. À la fin de la manifestation, elles ont décidé une grande journée nationale pour le droit à l'avortement légal, sûr et gratuit.

*Le Front de Gauche et Socialiste* appuie ce mouvement d'opposition contre l'Église et ses complices politiques.

### La nécessité de l'unité d'action pour arrêter Macri et sa politique d'austérité

Cela signifie que la première tâche du nouveau front consiste à unir dans l'action tous ceux qui sont disposés à réaliser des actes concrets dans la lutte de classes pour battre Macri et son gouvernement en lien avec l'exigence de la grève générale nationale, d'un plan d'urgence social et d'un plan de lutte. Cette stratégie devra être débattue et décidée par la base qui s'appuie sur les délégués, nouveaux dirigeants en opposition à la vieille bureaucratie.

De son côté, *Le FIT-Front de Gauche et des Travailleurs*, ne représente que lui-



Alejandro Bodart (MST) et Manuela Castañeira (MAS)

même. Il s'est autoproclamé représentant de la gauche mais s'est isolé en refusant le débat avec toutes les forces qui étaient prêtes à le soutenir électoralement dans le but de réaliser un front large capable de regrouper des pans entiers de la population et des travailleurs.

L'accord passé entre le MAS et le MST prévoit de construire un front large et ouvert, de tenir des assises du syndicalisme afin de permettre, à tous ceux qui sont confrontés au blocage de la bureaucratie syndicale, de se regrouper dans un front anti-bureaucratique orienté vers la lutte de classes.

Le nouveau front appelle tous les secteurs à le renforcer. Les membres du mouvement des femmes, la jeunesse en général, les organisations sociales et les groupes de gauche qui partagent pour l'essentiel des bases politiques et programmatiques communes, sont invités à rejoindre le nouveau front de gauche pour construire ensemble dans les luttes quotidiennes et dans les élections, un grand *Front de Gauche et Socialiste*.

Dès maintenant, et malgré les différences avec le *FIT*, le nouveau *Front de Gauche et Socialiste* veut ouvrir une discussion franche entre les deux fronts de la gauche argentine pour une intervention commune, dans le combat contre le gouvernement actuel, toutes les variantes du régime et du système capitaliste.

Rémi Duteil,  
04-12-2016



## Etat espagnol

# A l'épreuve du pacte P.P – P.S.O.E

À peine investi, grâce à l'appui du *Partido socialista obrero español (PSOE)*, le gouvernement minoritaire du *Partido Popular (PP)* se dispose à faire les réformes exigées par l'Union européenne. Pour cela il comptera sur le soutien de tous les partis qui acceptent la Constitution monarchique de 1978. Tout cela alors que l'OCDE range l'État espagnol parmi les pays où le taux de travailleurs pauvres est le plus élevé.

### Le pacte PP-PSOE pour les marchés et l'Union européenne

Les deux partis n'auront guère attendu pour réaliser la grande coalition demandée par l'ex-premier ministre de la monarchie, Felipe González. *PP* et *PSOE* viennent ainsi de marginaliser *Podemos* et *Ciudadanos* qui postulaient pour en faire partie. Comme le souligne *El País* : « l'exécutif rend évident devant l'électorat, les marchés et l'Union européenne qu'il préfère comme partenaire le *PSOE*. Le *PSOE* qui n'a pas encore résolu sa crise de direction, cherche à récupérer son aplomb et démontrer que ces alliances sont utiles pour la société ». En quoi consiste donc ce pacte ? *El País* y répond : « cette avalanche de mesures fiscales fait partie du plan budgétaire que le gouvernement remettra à la Commission européenne comme la garantie qu'elle tiendra son engagement de déficit pour l'année prochaine. L'Espagne aura à faire un ajustement budgétaire d'environ seize milliards pour réduire le déficit à 3,1% du PIB. Cet accord n'est que le début et il ouvre la voie à des accords plus larges entre le *PP* et le *PSOE* sur les réformes dont l'Espagne a besoin ». Aussitôt, les dirigeants syndicaux ont déclaré à l'encontre du *PSOE* : « c'est un coup de poignard donné aux syndicats ».

### Dialogue ou riposte ?

Il faut dire que les *Comisiones Obreras (CCOO)* et l'*Unión General de Trabajadores (UGT)* avaient, eux aussi, ouvert le dialogue avec le gouvernement et que celui-ci avait répondu par une fin de non-recevoir à leurs demandes de dérogation de la réforme du travail et de révision de la réforme des retraites, deux contre-réformes qui vouent la classe ouvrière et les retraités à la précarité et au chômage. Or, dans le même temps, ces directions syndicales, en accord avec le *PP* et le *PSOE*, plaident pour un moratoire d'un an sur la réduction du déficit et pour des augmentations de salaires de



Pablo Iglesias

1,8% à 3,1% alors que le pouvoir d'achat a diminué de 9,2% depuis 2008 grâce au gel des salaires et à la hausse des prix. Elles annoncent maintenant des journées d'action et de mobilisation, les 15 et 18 décembre au lieu de mettre directement à l'ordre du jour la grève générale, seule à même de constituer une véritable riposte.

### Podemos pour l'actualisation et l'élargissement de la Constitution

Quant à *Podemos*, ce parti vient de proposer aux Cortes croupions l'actualisation et l'élargissement de la Constitution monarchique alors que la presse avait annoncé que les dirigeants de *Podemos* n'assisteraient pas aux cérémonies du jour de la Constitution. Pablo Iglesias a alors réagi en déclarant : « bien sûr que nous allons y assister et nous dirons que nous ne comprenons pas que certains s'autoproclament constitutionnalistes, en même temps qu'ils ont converti la Constitution en un chiffon de papier. Nous sommes partisans d'un consensus pour réformer la Constitution ». Ces propos coïncident avec ceux de la vice-présidente du gouvernement qui a déclaré : « Nous sommes pour un consensus pour réformer la Constitution ».

### La signification des hommages à Castro

Mais M. Iglesias a d'autres convergences avec le gouvernement qui vient de déléguer aux funérailles du fossoyeur de la révolution cubaine, Fidel Castro, le roi déchu Juan Carlos 1er. Il a, en effet, déclaré que le tyran du peuple cubain « est un référent de la dignité latino-américaine ». Il est vrai que l'ex-chef de l'État cubain, en son temps, avait rendu hommage au dictateur Franco - qui avait intronisé Juan Carlos en 1969 - à sa mort en 1975 avec trois jours de deuil national.

Pour sa part *El País* déplore vivement que le roi Felipe VI et son premier ministre ne s'y rendent pas. En effet, le dictateur de la bureaucratie stalinienne cubaine a exercé le pouvoir absolu pendant 48 ans et a intronisé son frère le 31 juillet 2006, tout comme Franco l'avait fait avec la monarchie.

Pour notre part nous affirmons avec Trotsky : « la bureaucratie pardonne la couardise, le mensonge, la trahison à une seule condition : que cela ne sorte pas de la maison. Pour ces gens-là, il y a longtemps que les lois de la responsabilité mutuelle ont remplacé celles de la révolution et du marxisme. La lutte pour un prestige personnel enflé, pour des postes et pour un niveau de vie assuré, a relégué au second plan la lutte pour la dictature prolétarienne »\*.

La classe ouvrière et les peuples de l'État-prison espagnol par les moyens de la lutte de classes utiliseront les brèches béantes ouvertes au sommet de la monarchie pour arracher leurs revendications vitales.

Domingo Blaya,  
7-12-2016

\* Léon Trotsky: *Maria Reese et le Comintern (10-11-1933)*. Oeuvres 3, novembre 1933-avril 1934, p. 47. (E.D.I.)

ou : <https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1933/11/lt19331110.htm>

## Référendum en Italie

# Une victoire démocratique et ouvrière

**Ce 4 décembre, les Italiens ont répondu non à 59 % (65 % de votants) à la question qui leur était posée par référendum par le gouvernement de Matteo Renzi : « Approuvez-vous le texte de la loi constitutionnelle relative aux dispositions pour la fin du bicamérisme paritaire, la réduction du nombre des parlementaires, la maîtrise du coût de fonctionnement des institutions, la suppression du Conseil National de l'Économie et du Travail (CNEL) et la révision du titre V de la partie de la Constitution, comme approuvé par le Parlement et publié au Journal officiel du 15 avril 2016 ? ».**

L'Italie est une république démocratique parlementaire décentralisée qui se caractérise par un bicaméralisme parfait, c'est-à-dire que les deux chambres (« camera ») du Parlement disposent exactement des mêmes pouvoirs. Le Parlement détient le pouvoir législatif, il élit le président de la République, qui lui-même nomme le président du Conseil des ministres après consultation du Parlement. Le président du Conseil des ministres (1er ministre) exerce le pouvoir exécutif alors que le président de la République n'a qu'un pouvoir honorifique. Cette situation résulte de l'adoption de la Constitution (entrée en vigueur le 1er janvier 1948) par la Constituante au sortir de la guerre, elle est le fruit d'un compromis entre la gauche (PSI-PCI) et les catholiques (DC) qui cherchent alors à limiter le pouvoir de l'exécutif afin de contenir la résurgence du fascisme.

### Les attaques contre la république démocratique

C'est ce système taxé d'instabilité - car il permet aux petites formations politiques, grâce à un système d'alliance, de faire et défaire les majorités - qui était dans la ligne de mire de Matteo Renzi, le Valls transalpin. Il a d'abord modifié le mode de scrutin, c'est la loi électorale appelée l'Italicum, qu'il a fait adopter par le Parlement en mai 2015. Cette loi remplace le système proportionnel par un scrutin majoritaire à deux tours avec prime de majorité et listes bloquées : si un parti dépasse 40 % des suffrages, il détient la majorité absolue (340 des 630 sièges de la Chambre). Si aucun parti n'obtient 40 % des voix, c'est celui qui arrive en tête au 2ème tours qui rafle la prime majoritaire. Dans un second temps, la réforme constitutionnelle avait pour objectif de mettre fin au bicamérisme en transformant le Sénat en « Sénat des régions », composé de 100 élus (contre 315 aujourd'hui) parmi des conseillers

régionaux et des maires.

### Les attaques contre la démocratie représentative

Ces deux réformes vont dans le sens d'un renforcement du pouvoir de l'exécutif : la nouvelle loi électorale censée entrer en vigueur après la suppression du sénat (donc après la réforme constitutionnelle et qui est désormais remise



Matteo Renzi

en cause) devait permettre de dégager des majorités « claires », basées sur la bipolarité politique, en portant au passage un coup fatal à la démocratie représentative, et la suppression du bicamérisme paritaire, transformer le Parlement en une assemblée à la botte du président du Conseil, en réduisant le rôle du Sénat et par là même, celui du Parlement.

### Pour empêcher tout retour à la dictature

Une large majorité de la classe politique avait appelé à voter non (notamment Forza Italia, la Ligue du Nord, Le mouvement 5 étoiles, mais également une partie de la gauche : PCI, Refondation Communistes (PRC), Sinistra Italiana (SI), les Verts, etc.). Sur le même logiciel analytique que pour le non français au traité européen, le non grec aux diktats de la Troïka ou le Brexit anglais, les médias ont interprété ce non comme un populisme des masses, anti-européen. D'abord, ce non montre un fort attache-

ment des Italiens à leur Constitution, comme l'analyse Marie-Anne Matard-Bonucci, professeur d'histoire à l'Université de Paris VIII<sup>2</sup> : « Ce qui explique qu'une partie de la gauche ait voté non : par peur de déconstruire un système pas merveilleux, mais empêchant le retour de la dictature. »

### Pour en finir avec la loi El Khomri italienne

Mais les Italiens ont surtout voté contre Matteo Renzi, sa politique économique inféodée à l'Union européenne et ses réformes anti-ouvrières, notamment « le Job act » qui libéralise encore d'avantage le marché du travail (le pendant de notre loi El Khomri), dans un pays où la précarité salariale était déjà la règle et où le taux de chômage des jeunes (15-24 ans) atteint 36,4% et 60 % dans le sud. La carte des résultats le traduit clairement : le non

l'a emporté très majoritairement dans le Sud, où le taux de chômage et le taux de pauvreté sont les plus élevés<sup>3</sup>.

Le triomphe du NON s'inscrit dans la trame du Brexit, du printemps 2016 en France et de la crise de la domination impérialiste qui frappe les États-Unis, l'Espagne, la France et, toujours plus directement, l'Union européenne.

N'en déplaise aux commentateurs patentés, les peuples ne sont pas populistes, ils veulent en finir avec les « réformes », traités, institutions et directives qui les vouent à une misère toujours plus grande.

**Julie Charmoillaux,  
08-12-2016**

1. Coalition entre le Parti démocrate (PD) de Matteo Renzi et des partis de droite (le Nouveau Centre-droit, le Choix civique pour l'Italie et l'Union de Centre).

2. [http://www.20minutes.fr/monde/...](http://www.20minutes.fr/monde/)

3. [https://fr.wikipedia.org/...](https://fr.wikipedia.org/)



## Pays basque

# Une seule exigence : l'amnistie de tous les emprisonnés et exilés

**Le Mouvement pour l'Amnistie mobilise pour le droit à l'amnistie pour l'ensemble des prisonniers et exilés politiques. La bataille pour l'amnistie est hautement politique, elle est partie prenante de l'engagement du peuple basque vers le socialisme. Toutefois, le mouvement indépendantiste est divisé sur la méthode à appliquer : lutte de classe ou collaboration avec les représentants de la droite ?**

### Dans la rue le 26 novembre

Le Mouvement pour l'Amnistie a appelé le samedi 26 novembre à Bilbao à une manifestation en faveur des prisonniers politiques basques. Plusieurs milliers de personnes se sont retrouvées dans la rue pour réclamer l'amnistie. Cette revendication est soutenue par différents collectifs des deux côtés de la frontière. Elle est également soutenue par de nombreux anciens prisonniers politiques basques ainsi que des personnes encore détenues ou en exil. Les prisonniers politiques qui soutiennent l'amnistie mènent une grève tournante de la faim en faveur des revendications portées par le Collectif des prisonniers politiques basques (EPPK) et en particulier pour la libération de celles et ceux gravement malades et détenus par les États français et espagnol. Cette grève dure maintenant depuis plusieurs mois et est soutenue par le Mouvement pour l'Amnistie qui garde sa spécificité quand il rappelle que l'amnistie est le mot d'ordre qui permet la construction d'*Euskal Herria*<sup>1</sup>. Cette réaffirmation semble nécessaire dans le milieu indépendantiste aux vues des différentes conceptions d'aborder la lutte pour leur indépendance.



Saioa Sanchez Iturregi

### Sorties « au cas par cas » ou amnistie générale ?

Saioa Sanchez Iturregi, prisonnière politique incarcérée à Roanne, décrit les deux stratégies en opposition : « D'un côté il y a le choix pour les sorties individuelles et à l'intérieur de ce choix figure le profil qu'exigent de nous les États, accepter les conditions définies par le juge en échange de notre liberté et museler notre lutte en lui enlevant la légitimité qui lui correspond. De cette manière, les sorties individuelles, loin d'être une sortie pour quiconque, attaquent directement l'unité entre les prisonniers et prison-

nières politiques basques, facilitant la différenciation entre « bons » et « mauvais ». La liberté qui punit la lutte est une fausse liberté. D'un autre côté, lutter pour l'amnistie amène à ne pas respecter la ligne officielle, en plus d'être punis par l'État espagnol, au sein de notre peuple, c'est devenu une raison d'exclusion. Mais apparemment, le problème n'est pas l'amnistie mais la lutte pour elle. Quelqu'un voudrait nous faire croire que sans lutte ils accepteraient l'amnistie pour les prisonniers et prisonnières politiques basques ». Saioa pose clairement le problème du chemin à suivre pour mener les mobilisations et les luttes pour aboutir à la libération sans condition de l'ensemble des prisonniers et le retour de tous les exilés. Dans la période, deux logiques s'affrontent : d'un côté une intervention vers les travailleurs du Pays Basque pour l'amnistie et le socialisme exprimant très clairement que ce combat ne triomphera que dans le cadre de la lutte de classes et de l'autre une tactique d'alliance avec des éléments de la droite et des revendications « acceptables » pour ces représentants de la bourgeoisie.

### Quelle unité, avec qui et pourquoi ?

Le Pays Basque nord est le théâtre de ces logiques opposées face aux revendications à porter pour la libération des prisonniers. À ce jour, se constitue un pôle politique en relation étroite avec le Mouvement pour l'Amnistie. Il porte les mêmes mots d'ordre et se réclame du socialisme et de l'internationalisme. Il est constitué de groupes de militants abertzale qui ont décidé de travailler



ensemble afin de porter une autre parole que ce qui se prétend comme « officielle » et donc « représentative » du milieu indépendantiste. Les « officiels » se regroupent autour de l'association *Bagoaz*, proche politiquement de *Sortu*. Depuis maintenant un certain temps, ils sont à l'origine de manifestations de soutien aux prisonniers, ce que nous félicitons, mais en gommant le caractère de classe de la mobilisation. Ils pensent que pour faire avancer ces revendications, les prisonniers ont besoin du soutien le plus large, politiquement parlant. Ce qui amène à trouver en tête de manifestation des représentants de la droite locale, et les députés *PS*, qui comme chacun le sait ont voté des deux mains la mise en place de l'état d'urgence et, bien évidemment, soutenu toutes les turpitudes du gouvernement Hollande. S'y retrouve également le candidat *NPA* aux côtés du maire de droite de Bayonne qui au terme d'une manifestation déclarait : « quand ils [les prisonniers] seront rapprochés de chez eux ils pourront finir de purger leurs peines ». On comprend mieux pourquoi dès lors le mot d'ordre d'amnistie passe à la trappe. Les prisonniers et exilés n'ont rien à gagner dans ce petit jeu de dupes qui permet à chacun de garder bonne conscience.

Francis Charpentier,  
07-12-2016

1. *Euskal Herria* : Pays Basque

## Hommage à Buenaventura Durruti

# L'héritage de l'anarchisme ouvrier révolutionnaire

**Le 19 novembre 1936, à l'âge de 40 ans, Buenaventura Durruti, l'infatigable combattant ouvrier anarchiste, était tué au cours des combats contre les franquistes à Madrid<sup>1</sup>. Quelques jours auparavant, il s'était opposé au décret de la militarisation des milices de défense ouvrière imposé par les staliniens pour empêcher la révolution. De même, il avait contesté la participation de la CNT, grande centrale anarchiste, au gouvernement. Son enterrement fut suivi par 250 000 personnes tant son prestige était grand.**

**N**é en 1896, au cœur d'une période de l'histoire où se révéla un tempérament révolté chez le mécanicien espagnol, Buenaventura prit conscience de l'injustice du monde grâce à l'influence de son père.

En 1912, après deux années passées à apprendre la mécanique et le socialisme, Durruti entra dans un syndicat faisant partie de l'UGT (Union General de Trabajadores).

### Contre l'exploitation

Durant la grève de 1917, l'UGT lançait une grève où Durruti confirmait une volonté de sortir des rangs et de mener une révolution. Rapidement en contradiction avec l'exploitation ouvrière, il s'exila en France où il se liait d'amitié avec Sébastien Faure, Emile Cottin, Louis Lecoin et des anarchistes espagnols militants CNT (Confédération Nationale du Travail). En 1920, ayant gardé un lien avec son pays, il rejoignit Barcelone où il intégrait la CNT puis, retrouvait Manuel Buenacasa du côté de Saint-Sébastien. La ville semblait «trop calme» pour Durruti qui s'installait ainsi à Barcelone en 1923 pour fonder « Los Solidarios ». Le groupe fut alors impliqué dans une tentative d'assassinat du roi d'Espagne Alphonse XIII. Le cardinal Soldevila avait fait venir un groupe de tueurs professionnels pour faire assassiner les meneurs de la CNT de Saragosse. Le gangstérisme faisait des ravages dans de nombreuses villes d'Espagne quand en 1923, le cardinal fut exécuté.

L'insurrection couvait mais les armes manquaient.

Au cours du mois de juin 1923, Durruti et Francisco Ascaso échouaient en essayant d'acheminer des armes par bateau.

### Pour l'insurrection

Vers la fin de l'année 1924, les deux camarades embarquaient pour Cuba et commençaient une campagne pour mener une révolution en Espagne ; autant dire qu'ils devinrent rapidement les cibles



de la police du pays. Durant les 2 années qui suivirent, ils traversèrent de nombreux pays d'Amérique du Sud jusqu'à arriver dans la ville de Cherbourg où ils furent arrêtés. En 1927, une grande campagne fut menée en faveur de leur libération par Louis Lecoin, Ferandel et Sébastien Faure qui parvinrent à mobiliser l'opinion générale grâce à la presse. Pourtant, la vie de Durruti se trouvait perpétuellement menacée. Sa tête étant mise à prix, il vécut clandestinement jusqu'à passer six mois en prison dont il sortit en affirmant avec courage : « *Nous recommencerons !* ». Avec Ascaso, Durruti s'appretait à rallier le Mexique depuis la Belgique avec l'aide et le soutien d'un acteur célèbre allemand (Alexander Granach) lorsque le régime s'écroula en Espagne, bouleversant leurs projets et les rappelant à leur cause : La défense des droits des ouvriers exploités.

### Pour la défense des droits des ouvriers exploités

C'est ainsi qu'en 1931, Buenaventura devint un représentant influent de l'anarchisme en Espagne, en appartenant à la CNT et la FAI (Fédération Anarchiste Ibérique). Il prit part à tous les mouvements révolutionnaires.

Federica Montseny, militante de la CNT, évoquait Buenaventura en ces mots : « *La prestance de Durruti, sa voix de stentor, sa manière de s'exprimer, simple et accessible à tous, exercent sur les masses une puissante attraction. García Oliver est persuadé de lui être supérieur, mais les camarades et le peuple en général préfèrent Durruti, devinant intuitivement la bonté de son cœur et la droiture de son caractère* ».

### L'acte et la parole

La République fut proclamée en Espagne qui cherchait à éteindre le « feu Durruti » en l'enfermant dans des bureaux. Durruti ne se laissa pas endormir par l'administration et participa au meeting d'affirmation révolutionnaire du 1<sup>er</sup> mai 1931 qui rassembla 100 000 personnes en scandant : « *Liberté pour les prisonniers et réformes sociales urgentes.* »

Lors de cette manifestation, de nombreux hommes et femmes périrent sous les bottes des soldats et dans ce chaos, Durruti parvint à convaincre les soldats de retourner leurs armes contre la garde civile.

Ne se laissant jamais engourdir par sa grande popularité, Buenaventura restait fidèle à ses convictions et parlait avec son cœur de l'injustice sociale qui touchait les ouvriers. Il avait prouvé sa capacité à joindre les actes à la parole. Durruti ne cessait jamais de combattre l'exploitation du peuple par la classe dirigeante. Aujourd'hui, 80 ans après sa mort inexplicable, son combat continue puisque les ouvriers sont toujours exploités par une élite qui vante «Le mérite du travail pour gagner le droit de vivre», cette même élite qui survit sur le dos du peuple comme une puce sur un chien depuis bien trop longtemps.

Notre héritage «Durruti » serait peut-être de comprendre que la lutte contre l'exploitation ouvrière s'est amplifiée depuis ce funeste 19 novembre 1936, et que nos camarades ne sont pas tombés en vain.

**Suzanne Floris,  
02-12-2016**

<sup>1</sup>. Les circonstances de sa mort ne sont pas élucidées, mais il est clair qu'il n'a pas été tué par des balles franquistes. Des soupçons de meurtre pèsent sur les staliniens ou sur la bureaucratie de la CNT au gouvernement.



## Formation - théorie : Le marxisme face au stalinisme (III)

# Les entraves bureaucratiques à la reconstruction de l'économie (1923-1924)

*L'échec de la révolution allemande en Octobre 1923, la stabilisation de la situation économique en Europe ont rendu plus « abstraite » la perspective de la révolution mondiale et de son développement en Europe. Sur fond de misère noire, une caste bureaucratique se cristallise dans la jeune URSS qui fusionne les résidus de la bureaucratie tsariste avec les « apparatchik ». Cette bureaucratie montante sera la base sociale du stalinisme.*

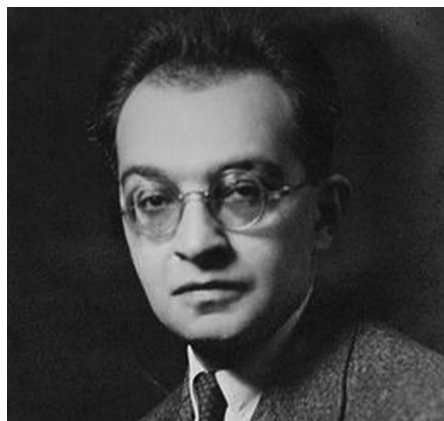
La NEP, nouvelle politique économique, mise en place à la fin de la guerre civile (1921), a donné un coup de fouet à la bureaucratisation rampante du jeune État ouvrier. Après les années terribles de la guerre civile, il était nécessaire de réactiver une économie de marché pour desserrer l'étau de la misère. De cette réanimation du commerce capitaliste, émergent des « Nepmen », nouveaux bourgeois, et des Koulaks, paysans qui se détachent de la masse des paysans pauvres. Les bureaucrates devenant des privilégiés, de fait. Ces forces sociales font obstacles à la nécessaire industrialisation qui conduit à ce que l'on va appeler « la crise des ciseaux ».

### La crise des « ciseaux »

Boris Souvarine, alors dirigeant du Parti communiste – Section française de l'Internationale communiste, la décrivait ainsi : « Le second semestre de l'année 1923 vit en Russie une crise économique sérieuse, appelée communément crise des « ciseaux ». Le mot était de Trotsky, comme aussi la prévision clairvoyante de la chose. Ayant discerné dès son origine le phénomène d'un écart grandissant entre les prix des produits agricoles et ceux des objets manufacturés, Trotsky le figura sur un graphique présentant schématiquement l'aspect de « ciseaux » aux branches écartées, la ligne montante indiquant l'élévation des prix industriels, la ligne descendante l'abaissement des prix agricoles.

Rapprocher les branches des « ciseaux », c'est-à-dire diminuer l'écart entre les prix de la production urbaine et ceux de la production rurale, c'est-à-dire accorder les conditions de fabrication avec les besoins du marché, - telle était la tâche urgente du pouvoir soviétique pour assainir l'économie et améliorer les conditions matérielles de la majorité des ouvriers et des paysans.

Bien que la question fût déjà posée lors du XII<sup>e</sup> Congrès du Parti (avril 1923), elle ne fut pas résolue dans la pratique et la situation empira jusqu'en septembre. Les usines éprouvant des difficultés à écouler



Boris Souvarine

leurs produits durent ralentir leur production et se trouvèrent dans l'impossibilité de payer les salaires avec régularité. Les salaires payés avec de sensibles retards plus aux besoins des ouvriers. Le nombre des chômeurs grandissait. Les objets manufacturés devenaient inaccessibles aux ouvriers et à la masse paysanne. Il s'ensuivit un mécontentement qui, dans certaines villes, s'exprima sous forme de grèves. »

<https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/coursnouveau/cn1.html>

### Pour un plan d'orientation – Contre la bureaucratie

Trotsky et 46 autres dirigeants bolcheviques firent le lien entre cette crise et le phénomène de bureaucratisation du parti et de la société civile. En effet, les résolutions du congrès du parti bolchevique en faveur de la concentration de l'industrie et d'un plan de production étaient restées lettre morte.

Trotsky va alors militer pour « un « plan d'orientation » conforme aux possibilités et aux besoins les plus pressants ». Il va dénoncer « l'impossibilité où la masse des adhérents se trouvait d'échanger leurs vues, d'exercer leur influence sur la direction, de participer effectivement aux affaires de l'État, par suite du régime intérieur bureaucratique du Parti caractérisé par l'existence d'une « hiérarchie de

secrétaires » non élus mais nommés « d'en haut ». »

L'élaboration d'un tel plan économique rendait absolument nécessaire la démocratie ouvrière dans le parti contre laquelle, de plus en plus consciemment, se dressaient les « apparatchiks » croyant pouvoir faire le bonheur du peuple à sa place et arguer de leur dévouement pour s'octroyer des prérogatives et des privilèges sans limites.

### « Des glissements imperceptibles »

Voilà qui n'épuise pas la question de savoir comment les choses se « bureaucratisent ». Trotsky en livre un premier aperçu en 1923 :

« A l'intérieur du parti, il se produit des glissements imperceptibles qui peuvent au bout du compte ôter au parti cette cohésion, cette unité, cet esprit de discipline grâce auxquels il a vaincu et grâce auxquels sans aucun doute il vaincra encore. A la base de ces glissements, on trouve :

1. une réaction physiologique à la fatigue et à l'épuisement,
2. comparativement au passé, à la période d'avant la NEP, des contacts plus fréquents (dans la vie quotidienne) entre les membres du parti et les éléments petits bourgeois, purs produits de la NEP,
3. une inégalité matérielle à l'intérieur du parti (une relativement grande aisance des uns et une gêne relative ou totale des autres). »

Daniel Petri,  
30-11-2016

Prochain exposé : qu'est-ce que la bureaucratie ?

Articles cités :

Boris Souvarine – introduction à la brochure « Cours nouveau »,

<https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/coursnouveau/cn1.html>

- Trotsky – les questions du mode de vie – « où est l'issue ? »,

<https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/qmv/qmvqr13.html>

## L'actualité en quelques brèves

### Pauvreté et inégalités en France

Le 5 décembre 2016, l'Insee a publié une nouvelle étude concernant le taux de pauvreté et les inégalités en France<sup>1</sup>. Sans surprise, on y lit que le taux de pauvreté a augmenté entre 2014 et 2015 : plus d'un Français sur 7 vit désormais avec moins de 60% du revenu médian (soit 1003 euros par mois pour une personne seule). Pour l'Insee, cette hausse provient essentiellement « de l'augmentation du nombre de chômeurs vivant au-dessous du seuil de pauvreté, elle-même liée à celle du nombre de chômeurs de longue ou très longue durée ». De la même manière, les inégalités dans la répartition des salaires et revenus sont en progression entre 2014 et 2015.



### Enfants pauvres en France et en Europe

Les chiffres de l'Insee confirment ceux du rapport 2016 du Secours catholique sur l'augmentation de la pauvreté en France pour l'année 2015<sup>2</sup>. L'association a par ailleurs tenu à alerter sur plusieurs évolutions très préoccupantes qui touchent la population pauvre : la part croissante d'étrangers sans papiers, de personnes âgées et ... des enfants. En effet la part des familles avec enfants est en constante augmentation. C'est malheureusement un constat que l'on peut étendre à l'Europe ainsi que l'indique un rapport d'Eurostat publié en novembre dernier<sup>3</sup> : un enfant sur 4



est menacé de pauvreté en Europe, soit 25 millions d'enfants. Pour la Grèce, le taux d'enfants menacés par la pauvreté ou l'exclusion sociale est passé entre 2010 et 2015 de 28% à 37,8% : c'est le pays d'Europe qui connaît la plus forte hausse. C'est également la même évolution qui, si elle ne connaît pas les mêmes proportions, peut être constatée au Portugal et en Espagne – sans parler de la Roumanie où la moitié des enfants sont en situation de précarité ...

### Signalements des « classes dangereuses » et de la contestation

En avril 2014, Manuel Valls, alors premier ministre, avait lancé un vaste plan national de lutte contre la radicalisation violente et les filières terroristes. En mai 2016, c'est encore Valls qui rédige une circulaire<sup>4</sup> afin de renforcer la mise en œuvre au niveau territorial du dispositif de prévention. Rappelons que la radicalisation telle que définie par le sociologue, Farhad Khosrokhavar et reprise comme telle dans le guide interministériel de prévention de la radicalisation<sup>5</sup> accompagnant la circulaire de mai 2016 est la suivante : « un processus par lequel un individu ou un groupe adopte une forme violente d'action, directement liée à une idéologie extrémiste à contenu politique, social ou religieux qui conteste l'ordre établi sur le plan politique, social ou culturel ». La circulaire demande aux services déconcentrés de l'Etat (via les recteurs d'académie, les services

départementaux de l'Education nationale, les directeurs des agences régionales de santé), aux collectivités territoriales, aux caisses des allocations familiales et aux missions locales de détecter les cas de radicalisation et de « signaler ces personnes ».

La grille d'indicateurs de basculement dans la radicalisation fournie par le guide interministériel est cauchemardesque. La stigmatisation de la pratique de l'islam y est la règle : doivent être signalés les « changements d'apparence (physique, vestimentaire) », parmi lesquels la barbe, une « pratique religieuse hyper ritualisée »...

Plus globalement, les jeunes, et parmi eux ceux des classes populaires et des quartiers, sont la cible. Même si certains indicateurs sont classés dans la catégorie des signaux faibles, leur présence fait froid dans le dos :

Pour ce qui est de l'« environnement social » : « fragilité sociale ; difficulté d'intégration »...

Pour ce qui est des « traits de personnalité » : « immaturité, instabilité, fragilités narcissiques, intolérance à la frustration, pauvreté voire absence d'affects, hypersensibilité ; dogmatisme, refus du compromis ; quête personnelle de réparation et de reconnaissance avec soit une sensibilité particulière pour l'humanitaire (filles en particulier) soit des aspirations guerrières ou chevaleresque (garçons leur permettant d'exprimer leurs pulsions agressives) ; antécédents psychiatriques et troubles du comportement ayant pu conduire à un suivi psycho-social ou à une hospitalisation ; recherche affective ; recherche de reconnaissance, valorisation ; anesthésie affective et insensibilité ; imperméabilité aux critiques ou à tout avis autre ; revendication à être vu, remarqué, provocation ».

Mais c'est dans la rubrique intitulée « changements de comportements identitaires » (ce qui déjà en dit long) qu'on atteint des sommets. Dans les signaux forts, on trouve l'« hostilité à l'Occident » ... tandis que parmi les signaux faibles sont les suivants : « propos asociaux ; rejet ou remise en cause de l'autorité ; rejet de la vie en collectivité ; contestation du système démocratique ; critique de l'Etat fran-



## L'actualité en quelques brèves

çais ».

La cible est-elle vraiment le terrorisme ? N'est-ce pas déjà un pas vers l'étouffement dans l'œuf de toute forme de contestation sociale tant soit peu radicale ?

Certes le dispositif indique que « *le processus de radicalisation ne peut être caractérisé que s'il repose sur un faisceau d'indicateurs* » et que « *les seuls indicateurs ayant trait à l'apparence physique ou vestimentaire ne sauraient caractériser un basculement dans la radicalisation* ». Il est donc indiqué que « *chaque acteur doit donc faire preuve de discernement dans l'analyse des situations* ». Ben voyons... Et tout ce beau programme est censé se décliner partout.

### - dans l'Éducation nationale

La déclinaison du plan de prévention de la radicalisation à l'école est en œuvre depuis 2015. Mais depuis quelques mois, un fascicule, est désormais adressé aux chefs d'établissement et contient lui aussi son catalogue d'« indices » de radicalisation, ici en milieu scolaire : il faut enquêter, signaler; par exemple « *s'ils se replient sur eux-mêmes, tiennent des propos asociaux, rejettent toute forme d'autorité, ou la vie en communauté* ». Une professeure de philosophie à Aubervilliers, interrogée par Libération<sup>6</sup>, fustige ces critères absurdes : « *Mais c'est la définition des ados ! L'un des indices qui doit nous alerter : le port de la barbe. Non mais le sketch ! Tous les garçons ont la barbe, c'est la mode ! On nous demande aussi d'être attentifs aux vêtements, par exemple les jeunes filles portant des habits masquant leurs formes... Mais ce sont des ados que j'ai en face de moi !* ».

### - dans les collectivités territoriales

Les déclinaisons locales des plans d'actions de prévention de la radicalisation, lesquels doivent être annexés au Contrat ville à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, commencent à voir le jour : cela a donné lieu à des débats dans plusieurs villes, comme à Poitiers le 5 décembre 2016, où certains élus ont dénoncé la stigmatisation des jeunes et des quartiers.

### - dans les prisons

Quelques voix s'élèvent. Mais les prises de parole et de position publiques qui dénoncent le vaste système organisé de signalement et de fichage des comportements « radicaux » sont sévèrement sanctionnées. En témoigne la situation de Mylène Palisse. Conseillère pénitentiaire insertion probation et déléguée CGT, Mylène Palisse a porté un avis critique sur les grilles de détection de la radicalisation dans une tribune du journal *l'Humanité* le 13 avril 2016. Elle y dénonçait le fait que les travailleurs sociaux soient désormais tenus de renseigner les autorités sur la participation des prisonniers à des prières collectives, la remise en cause du règlement intérieur pour motif religieux, le repli sur soi ou encore une attitude de domination vis-à-vis des autres détenus. Une procédure disciplinaire est actuellement en cours à son encontre : convoquée en Conseil de discipline le 13 décembre 2016, elle risque jusqu'à la révocation. N'hésitez pas à signer la pétition de soutien à Mylène Palisse<sup>7</sup>.

### La politique de la mairie EELV-Parti de gauche de Grenoble

La politique du maire de Grenoble, Eric Piolle élu en 2014 grâce à une alliance EELV-Parti de Gauche-Les Alternatifs-Gauche Anticapitaliste, se fait jour après jour plus anti-sociale et anti-syndicale : les services publics municipaux sont démantelés les uns après les autres, 150 postes ont déjà

été supprimés. C'est dans le cadre d'un « *plan de sauvegarde* » des services publics locaux ... qu'ont été fermés trois bibliothèques, six antennes de la mairie, plusieurs maisons des habitants et centres sociaux, que les missions de la santé scolaire ont été réduites, que la mission des agents assurant la sécurité des enfants à la sortie des classes et les tournées de restauration des personnes âgées à domicile le samedi ont été supprimées, que les moyens des syndicats sont revus à la baisse



Eric Piolle

quand ils ne sont pas tout simplement expulsés de leurs locaux !!

C'est pourquoi le 19 décembre 2016, « *les bibliothécaires, des habitants, ainsi que les syndicats de la mairie de Grenoble appellent à une manifestation devant la mairie de Grenoble lors du prochain conseil municipal. Ils dénoncent la politique d'austérité avec la fermeture d'établissements (bibliothèques, maisons des habitants,...), l'abandon ou la dégradation d'activités sociales, l'augmentation des prestations (restauration scolaire) voire le paiement pour d'autres qui étaient jusque-là gratuites.* »

Isabelle Foucher,  
10-12-2016



1. [https://www.insee.fr/fr/statistiques/...](https://www.insee.fr/fr/statistiques/)
2. [http://www.secoures-catholique.org/...](http://www.secoures-catholique.org/)
3. <http://ec.europa.eu/eurostat/documents/...>
4. Circulaire du 13 mai 2016 relative à la prévention de la radicalisation  
NOR : PRMX1612938
5. <http://www.interieur.gouv.fr/SG-CIPDR/...>
6. Libération, 5 décembre 2016.
7. <https://www.change.org/p/jjurvoas-...>

# La Commune

N° 112 (nouvelle série)

N° 169 (ancienne série)

Fondateur : Pedro Carrasquedo †

(directeur de publication 1992 - 2015)

Rédacteur en chef : Daniel Petri

Comité de rédaction : Francis Charpentier, Daniel Petri, Wladimir Susanj, Paul Dumas, Rémi Duteil, Isabelle Foucher, Antonin Fuchs, Jérôme Lefaure, Julie Charmoillaux, Txomin Ravachol, Jenofa Serbielle, Pierre-Yves Chiron, Domingo Blaya, Mustafa Diakité, Ada Degert, Garledji Makélélé, Gabriel Rodriguez, Jean-Baptiste Carrier, Mohand Kebaïli.

Directeur de publication :

Jean-Baptiste Carrier

Commission paritaire en cours

Imprimerie spéciale

La Commune du prolétariat parisien, en 1871, n'a pas cessé de nourrir de ses leçons le mouvement ouvrier international. Karl Marx et Friedrich Engels seront amenés à corriger le Manifeste du Parti Communiste en précisant dans la préface de 1872 : « La Commune, notamment, a fourni la preuve que la classe ouvrière ne peut pas simplement prendre possession de la machine politique existante et la mettre en marche pour la réalisation de ses propres buts. »

C'est ainsi que la Commune de Paris, premier gouvernement ouvrier et paysan, démontrera aux yeux du monde la capacité de la classe ouvrière à prendre en main sa propre destinée et, par là même, à lutter pour l'émancipation de l'humanité des chaînes de l'exploitation et de l'oppression capitalistes.

Notre revue s'inscrit pleinement dans cette continuité révolutionnaire, celle qui amènera Léon Trotsky à lutter pour la IV<sup>e</sup> Internationale.



Léon Trotsky

\*

\* \*

« Que veut le capital américain ? A quoi tend-il ? Il cherche, dit-on, la stabilité. Il veut rétablir le marché européen dans son intérêt, il veut rendre à l'Europe sa capacité d'achat. De quelle façon ? Dans quelles limites ? En effet, le capital américain ne peut vouloir se faire de l'Europe un concurrent. Il ne peut admettre que l'Angleterre et, à plus forte raison, l'Allemagne et la France, recouvrent leurs marchés mondiaux, parce que lui-même est à l'étroit, parce qu'il exporte des produits et s'exporte lui-même. Il vise à la maîtrise du monde, il veut instaurer la suprématie de l'Amérique sur notre planète. Que doit-il faire à l'égard de l'Europe ? Il doit, dit-on, la pacifier. Comment ? Sous son hégémonie. Qu'est-ce que cela signifie ? Qu'il doit permettre à l'Europe de se relever, mais dans des limites bien déterminées, lui accorder des secteurs déterminés, restreints, du marché mondial. Le capital américain commande maintenant aux diplomates. Il se prépare à commander également aux banques et aux trusts européens, à toute la bourgeoisie européenne. C'est ce à quoi il tend. Il assignera aux financiers et aux industriels européens des secteurs déterminés du marché. Il réglera leur activité. En un mot, il veut réduire l'Europe capitaliste à la portion congrue, autrement dit, lui indiquer combien de tonnes, de litres ou de kilogrammes de telle ou telle matière elle a le droit d'acheter et de vendre. »

Léon Trotsky,  
Europe et Amérique, 1924